

**DECISION N° 115 /ARCEP/DG/DJPC/23**  
**Portant attribution de numéro court à Togo Cellulaire**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE DE REGULATION DES  
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES**

Sur rapport conjoint du Directeur Réseaux Opérateurs et Services, du Directeur Administration et Finances et du Directeur Juridique et Protection des Consommateurs,

Vu la loi n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques telle que modifiée par la loi n°2013-003 du 19 février 2013 ;

Vu le décret n°2023-040/PR du 5 avril 2023 fixant les taux, les modalités de recouvrement et d'affectation des frais et redevances dues par les opérateurs et exploitants de réseaux et services de communications électroniques, les fournisseurs d'équipements et terminaux et les installateurs d'équipements radioélectriques ;

Vu le décret n°2020-085/PR du 15 octobre 2020 portant nomination du directeur général de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) ;

Vu le décret n°2020-023/PR du 07 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Direction de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de Postes (ARCEP) et de son président ;

Vu le décret n°2015-091/PR du 27 novembre 2015 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, modifié par le décret n°2022-100/PR du 7 octobre 2022 ;

Vu le décret n°2014-112/PR du 30 avril 2014 portant sur l'interconnexion et l'accès aux réseaux des communications électroniques, modifié par le décret n°2018-144/PR du 3 octobre 2018 ;

Vu le décret n°2014-088/PR du 31 mars 2014 portant sur les régimes juridiques applicables aux activités de communications électroniques, modifié par le décret n°2018-145/PR du 3 octobre 2018 ;

Vu la décision n°038/ARCEP/DG/20 du 23 novembre 2020, fixant les plafonds des tarifs applicables par les opérateurs de communications électroniques mobiles pour l'accès des prestataires de services aux codes USSD ;

Vu la décision n°174/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, fixant les redevances d'attribution des codes USSD ;



Vu la décision n°173/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, déterminant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n°019/ART&P/DG/19 du 4 février 2019, portant sur les modalités d'ouverture des codes USSD aux fournisseurs de services à valeur ajoutée et aux fournisseurs de services financiers ;

Vu la décision n°2011-002/ART&P/CD du 26 avril 2011 portant adoption du plan national de numérotation ;

Considérant le courrier N°539/TGC/DG/CCO/CMO/DAR du 24 juillet 2023 par lequel le Directeur général de la société TOGO CELLULAIRE demande l'attribution d'un numéro court à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP),

## **DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

**La société TOGO CELLULAIRE**

**Sise à la Place de la Réconciliation (Quartier Atchanté)**

**BP : 333**

**Tél : + 228 22 53 44 01**

**E-mail : [spdgat@togotelecom.tg](mailto:spdgat@togotelecom.tg)**

**Lomé - Togo**

Représentée par **Monsieur Pierre Antoine LEGAGNEUR, Directeur Général,**

Ci-après désignée le « *Titulaire* »,

Est autorisée à exploiter la ressource en numérotation « **811** ».

### **Article 2 : Services exploités**

La ressource attribuée est un numéro court payant, de service USSD et SMS, destinée à la mise en place d'un service à valeur ajoutée dénommé Actu Sports permettant aux abonnés de Togo Cellulaire de suivre l'actualité des matchs et actions des joueurs.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation couvre la durée de validité de la Licence d'établissement et d'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public, accordée au Titulaire.



L'Autorité de Régulation peut mettre fin à la présente autorisation en cas de nécessité publique ou de réaménagement du plan de numérotation, conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 4 : Caractère personnel de l'autorisation**

La présente autorisation est strictement personnelle au Titulaire. A cet effet, il ne peut la céder sous quelque forme à un tiers.

#### **Article 5 : Champ d'application de l'autorisation**

La présente Autorisation est valable uniquement pour les besoins exprimés à l'article 2. Toutefois, le Titulaire peut, dans le cadre de ses activités, demander l'extension de la présente autorisation à d'autres besoins justifiés.

#### **Article 6 : Redevances**

Le Titulaire est tenu de payer à l'Autorité de Régulation toutes les redevances prévues par la législation en vigueur.

#### **Article 7 : Renouvellement de l'autorisation**

Si le Titulaire de l'autorisation souhaite obtenir, à son expiration, son renouvellement, il est tenu d'introduire, à cet effet, une demande auprès de l'Autorité de Régulation au plus tard, trois (3) mois avant la date d'expiration de l'autorisation en cours.

#### **Article 8 : Retrait de la ressource en numérotation**

Sous réserve de tout droit de recours, l'Autorité de Régulation peut, retirer la ressource en numérotation attribuée au Titulaire si elle n'est pas utilisée douze (12) mois après la date d'attribution.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucun remboursement ou dédommagement de la part de l'Autorité de Régulation.

#### **Article 9 : Sanctions**

Sans préjudice de tous autres droits et recours applicables en vertu de la loi sur les communications électroniques, l'Autorité de Régulation peut infliger au Titulaire des sanctions, y compris pécuniaires, dans les cas suivants :

- a. utilisation d'une ressource en numérotation autre que celle visée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente autorisation ;
- b.



- c. utilisation de la ressource à d'autres fins que celles visées à l'article 2 de la présente autorisation ;
- d. non-respect de l'une ou l'autre des obligations prévues par la réglementation applicable ;
- e. non-respect d'une décision ou directive de l'Autorité de Régulation.

#### **Article 10 : Règlement de différends**

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente autorisation est réglé par voie amiable. En cas d'échec de la voie amiable, le différend peut être porté devant les juridictions nationales compétentes.

#### **Article 11 : Entrée en vigueur**

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à Lomé, le 02 AOÛT 2023

Le Directeur Général



**Michel Yaovi GALLEY**

#### **Ampliation**

ARCEP..... 3

Intéressé..... 1